

LES MEILLEURES INTERVENTIONS AU CONGRÈS DE L'AUTOGESTION INDUSTRIELLE

Nous publions ci-dessous quelques unes des meilleures interventions au congrès de l'autogestion industrielle (Alger, du 28 au 30 Mars 1964). Bien que ces textes aient été lu à la tribune du congrès, il y a plus de deux mois et demi, on verra qu'ils sont toujours d'actualité sur la plupart des points abordés.

TEXTES FONDAMENTAUX DE " LA CHARTE D'ALGER " CONCERNANT L'AUTOGESTION

Dans le Chapitre III : Caractéristiques de l'Algérie, les thèses 17 et 18 concernent l'autogestion.

Thèse 17. - L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays à émerger sur la scène politico-économique et à se constituer en force dirigeante. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique, elle pose des rapports réciproques de l'Etat, du Parti, des Syndicats et des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestion de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration démocratiques des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses.

Thèse 18. - C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et se manifestera le développement ininterrompu de la Révolution nationale populaire en Révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du socialisme à l'émergence d'un Etat ouvrant la voie au socialisme. Dans ce processus, le rôle des travailleurs urbains à côté des travailleurs agricoles du secteur autogéré va devenir de plus en plus décisif, car les assises sociales du pouvoir révolutionnaire ne peuvent être que les masses laborieuses alliées aux paysans pauvres du secteur traditionnel et aux éléments intellectuels révolutionnaires.

LES RESOLUTIONS DU CONGRES DU F. L. N. ET L'AUTOGESTION.

LA RESOLUTION DE POLITIQUE GENERALE PRECISE :

"Le premier congrès du Front de Libération Nationale, réuni à Alger du 16 au 21 Avril 1964, après étude, discussion et amendement du projet de programme et du rapport présenté par le Secrétaire général et annexé à ce projet" :

— Exige la confirmation dans les faits de notre option socialiste :

a). En prenant systématiquement le parti du secteur socialiste pour le consolider face au secteur privé.
b). En intégrant au secteur socialiste toutes les unités économiques nécessaires à son bon fonctionnement.

c). En élargissant ce secteur par de nouvelles mises en autogestion ou des nationalisations.

d). En appliquant l'ensemble des décisions du Congrès de l'autogestion agricole et industrielle.

La résolution économique et sociale souligne quant à elle :

"Le premier congrès du Front de Libération Nationale, réuni du 16 au 21 avril 1964, en faisant siennes les thèses du rapport et du programme en matière politique, économique et sociale, décide" :

1). Que soit rapidement mise en chantier une planification socialiste démocratique dans son élaboration et impérative dans son exécution, fixant des objectifs chiffrés et précisant les moyens de les atteindre.

2). Que soit consolidé le secteur socialiste autogéré par l'application stricte des décisions des deux congrès de l'autogestion agricole et industrielle et un renforcement sérieux du contrôle de la gestion, conformément aux décrets de mars 1963.

3). Que la réforme agraire soit appliquée intégralement et de façon à préparer la généralisation de l'autogestion agricole.

4). Que soient mises en autogestion les entreprises nécessaires à la bonne marche du secteur socialiste.

5). Que soit préparée et mise en pratique dès que possible la nationalisation du commerce extérieur, des banques et des transports.

INTERVENTION complète du président du comité de gestion de l'entreprise ex-Blanc Le Ruisseau, Alger) et président de l'UNIMES, au congrès de l'autogestion industrielle.

« Je voudrai parler d'abord du problème des marchés pour dire que l'ONRA s'approvisionne chez les privés. Et ceci malgré une campagne de presses que nous avons menée ainsi que des démarches nombreuses que nous avons faites.

« Nous en sommes réduits à arracher le marché alors que le matériel, acheté par des responsables, se trouve actuellement sur le quai d'Alger

« Il faut bien savoir qu'avec les Comités de Gestion, il n'y aura pas de ristournes. Le Gouvernement doit sévir contre ces personnes. Car nous avons beaucoup de projets et l'on nous demande des déclarations de non-faillite pour nous donner des marchés. Ces difficultés actuelles, on ne les rencontre qu'après des ministères. C'est là une forme de sabotage.

« Nous exigeons une solution rapide et que ce problème soit réglé à partir de ce congrès.

« Les fournisseurs également ne réapprovisionnent plus leurs stocks. Il faut nationaliser au plus tôt ces fournisseurs si l'on veut continuer à travailler.

« Nous lançons un appel pour que tous les présidents et chargés de gestion soient des militants, des travailleurs. Nous ne voulons pas de gâçons qui sont bons pour les pays capitalistes.

« Nous demandons par conséquent :

1) Des marchés préférentiels pour l'autogestion.

2) La création d'une Centrale d'approvisionnement.

3) Une banque socialiste car il y a actuellement l'argent qui dort.

A bas le néo-colonialisme ! ».

Intervention improvisée du Directeur (Chargé de gestion) de l'entreprise de constructions mécaniques ex-Blanc et directeur de l'UNIMES.

« Les travailleurs attendent de ce congrès non seulement des discours, mais des décisions positives. On nous a dit de nous organiser et nous l'avons fait. Ce n'est pas suffisant. Il nous faut l'aide du Parti, du Gouvernement et des syndicats.

« Nos difficultés concernent d'abord le travail. Il nous faut tous les marchés de l'Etat pour l'autogestion. Nous avons besoin aussi d'éduquer politiquement les travailleurs.

« Il faut s'imposer, car les administrations considèrent toutes les entreprises socialistes comme le privé. Après avoir eu la chance d'obtenir des marchés, on nous crée des difficultés en ne nous payant pas. Nous avons des factures non payées par presque tous les ministères. Comment voulez-vous vivre, travailler dans ces conditions ?

Suite page 8

Suite de la page 7

« Nous avons des solutions. Pour les réaliser, il nous faut être aidés. Nous proposons la création de plusieurs centrales d'achat à l'échelon national pour l'autogestion. Pour pouvoir survivre, nous demandons que le gouvernement nationalise le commerce extérieur. Tout le monde est au courant de ces problèmes mais personne ne réagit. Le moment est venu de prendre des décisions et de passer à l'action.

« Par exemple l'exposition de l'autogestion industrielle devait se tenir en même temps que le congrès. Si elle est en retard cela est dû au fait que la Mairie d'Alger a refusé de livrer le matériel. Nous avons aussi des difficultés avec certains messieurs de l'ONRA (le délégué cita ici en particulier quelques noms).

« Si nous restons les bras croisés l'autogestion ne vivra pas. Il faut s'unir pour qu'elle puisse se développer. Nous devons barrer la route au néo-colonialisme, et pour cela nous organiser davantage.

« Pour ce qui de l'éducation des travailleurs, le chargé de gestion ne le peut pas seul. C'est là le rôle de l'UGTA, du Parti à qui nous demandons de se pencher sur ce problème.

« Pour financer nos entreprises, il nous faut des capitaux. Mais il y en a d'investis là ou il ne le faut pas. Il faut donner la priorité aux entreprises en autogestion. Nous demandons que les capitaux destinés à la construction des mosquées aillent à l'autogestion ».

INTERVENTION DU DELEGUE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUES DE TLEMCCEN.

« Nous sommes en général d'accord avec le rapporteur du Parti, c'est une avance sur le programme proposé aux travailleurs lors du pré-congrès de l'autogestion.

« Nous sommes d'accord avec les unions fonctionnelles, tout en maintenant la plus large participation de la base et l'application stricte d'un fonctionnement démocratique.

« Nous croyons qu'il faut maintenir les conseils communaux et accroître encore leur autorité, les conseils régionaux et nationaux devant être l'expression du fonctionnement de ces conseils communaux. Ces conseils doivent être élargis de telle façon qu'ils soient composés en majorité, non par des fonctionnaires, mais par des ouvriers et des paysans.

Ils doivent rassembler toutes nos masses : les ouvriers du secteur autogéré, industriel, nos paysans du secteur autogéré, les ouvriers du secteur capitaliste, nos étudiants et intellectuels révolutionnaires. C'est ainsi qu'on peut réaliser la véritable alliance pour combattre ce qui reste du capitalisme et de réaction.

« Nous sommes contre un organisme commun du secteur autogéré industriel et du secteur capitaliste, on ne pourra jamais entraîner ce secteur. Il ne suffit pas que les moyens de production soient dans les mains des ouvriers et des paysans. Il nous faut aussi le pouvoir politique. Avec ce pouvoir politique, nous continuerons les nationalisations de toutes les entreprises qui ne fonctionnent pas normalement. Nous ne pouvons pas concurrencer le secteur privé sur les marchés. Tous les marchés se trouvent entre les mains des gros commerçants. Il faut nationaliser le commerce intérieur en gros. Il faut nationaliser les banques. Il nous faut le monopole du commerce extérieur.

« Dans ces conditions avec le pouvoir politique entre les mains des ouvriers et des paysans, nous sommes d'accord pour que le reliquat soit versé pour le développement de notre pays.

EXTRAITS DE L'INTERVENTION DU DELEGUE DE L'ENTREPRISE DE MENUISERIE (ex-DARU) DE BIRMANDREIS.

« Il nous faut des écoles ouvrières pour que les travailleurs accèdent à des responsabilités plus hautes. Nous demandons la création d'une université ouvrière.

« Pour ce qui concerne le problème du reliquat, nous prenons en considération le principe de l'intéressement matériel, à l'heure actuelle. Une part de ce reliquat doit revenir aux travailleurs, car nous ne pouvons pas suffire avec nos bénéfices pour résoudre le problème du chômage.

« Le chômage peut être résorbé à condition d'ouvrir des entreprises et des usines qui ne fonctionnent pas. Il faut aider l'autogestion en l'élargissant.

« Nous sommes tous unis derrière le président Ben Bella, père de l'autogestion.

« Frères congressistes, nous devons veiller à ce que pas une seule phrase des décrets de mars ne nous soit arrachée. »

TRIBUNE DES TRAVAILLEURS

Que pensent les ouvriers de l'imprimerie El-Djemhouria ? Nous avons posé quelques questions à l'un des membres du Comité de gestion. Voici ce qu'il a répondu :

Q. - "Comment marche le travail à l'imprimerie ?

R. - Nous avons une bonne production, mais il ne faut pas s'arrêter dans l'imprimerie, nous rencontrons des difficultés financières.

Q. - Quels sont les rapports entre l'imprimerie autogérée et le privé ?

R. - Nous travaillons peu avec le privé, à la différence de l'administration.

Q. - Quelles ont été les conséquences du congrès de l'autogestion ?

R. - Cela nous a permis de prendre contact avec tous les Comités de gestion du secteur industriel de l'Algérie.

Q. - Comment se manifeste la solidarité entre l'autogestion industrielle et agricole dans votre entreprise ?

R. - Les gestionnaires des Domaines autogérés viennent maintenant chez nous pour nous passer des commandes. Nous aimerions que cela soit généralisé et que les domaines nous fassent travailler plutôt que le privé".

C'est justement l'un des buts de ce bulletin intérieur à l'autogestion que de faire connaître les entreprises et les domaines les uns aux autres. Pour cela, il faut que chaque usine, chaque ferme autogérée écrive à son bulletin et le renseigne sur ses possibilités et ses désirs. C'est comme cela que l'autogestion se consolide d'elle-même.

Ce bulletin intérieur à l'autogestion a été rédigé, composé, imprimé par des ouvriers de l'autogestion à titre bénévole. Afin de couvrir les frais de l'imprimerie qui a édité notre bulletin, le comité de rédaction et de gestion appelle à la solidarité financière des entreprises autogérées, afin que puisse vivre et paraître régulièrement le bulletin des travailleurs.